

Analyses 2009



**Le genre : clé de lecture indispensable à
la lutte contre les violences
socio-économiques**

Commission Justice et Paix belge francophone asbl
Rue Maurice Liétart 31/6
B-1150 Bruxelles Belgique
Tél. +32 (0) 2 738 08 01
Fax: +32 (0) 738 08 00
info@justicepaix.be www.justicepaix.be

Le genre : clé de lecture indispensable à la lutte contre les violences socio-économiques

Le début du 21^{ème} siècle est et restera probablement une période mouvementée de l'histoire des sociétés humaines. En effet, nous faisons face aujourd'hui à des défis majeurs qui remettent en question le modèle sur lequel nous avons choisi de construire notre société. Les diverses « crises » actuelles (financière, alimentaire, environnementale) nous conduisent inévitablement à réfléchir sur les dysfonctionnements de notre modèle de développement. Alors que les moyens financiers et techniques existent aujourd'hui pour faire reculer significativement les nombreuses atteintes à la dignité humaine (insécurité alimentaire, pauvreté, guerres, exploitation économique, etc.), force est de constater que les violences – qu'elle soient sociales, économiques ou physiques – continuent de frapper de plein fouet la population du globe.

La lutte officiellement menée depuis des années contre la pauvreté n'a pas été sans résultats. Toutefois, nous constatons que nous n'avons pas atteint les buts que nous nous sommes assignés. Ce que nous avons pu atteindre au mieux, c'est de freiner l'appauvrissement dans certains pays. On reste bien loin de la réduction pour 2015 de 50% de la pauvreté et de la faim dans le monde visée par les objectifs du Millénaire pour le développement.

En effet si, statistiquement, sur l'ensemble de la planète, le nombre de personnes qui souffrent par exemple de la faim a peu varié en pourcentage de la population globale, en chiffres absolus, il s'est accru de manière significative¹. Aujourd'hui, le nombre de personnes qui souffrent de la faim et de la malnutrition est le plus élevé de ce qu'a constaté la FAO au cours des 40 dernières années.

Si ce constat est planétaire, reconnaissons que nous ne sommes pas tous touchés de manière identique par ces violences. Au-delà des questions géopolitiques des relations entre le Nord et le Sud, d'où que l'on tente d'analyser les situations de précarité et de pauvreté, on se heurte à un autre constat : dans tous les pays, dans toutes les couches sociales des populations de la planète, les femmes sont généralement les plus fragilisées par ces situations. Ainsi, le nombre de femmes en situation de fragilité sur le plan alimentaire, voire de fragilité extrême, s'est accru proportionnellement puisque sur 10 personnes frappées par la faim et par la malnutrition, 7 sont des femmes.

De plus, il tombe sous le sens que dans la toute grande majorité des situations concrètes, les conséquences de la fragilité des enfants retombent sur les femmes. Ce qui accroît de manière sensible leur précarisation déjà grande et même souvent extrême dans les pays les plus pauvres. Déjà plus vulnérables que les hommes, les femmes portent donc aussi la fragilité des enfants !

Cette analyse a pour objectif de questionner cette asymétrie entre les sexes et de poser quelques jalons réflexifs à tous ceux qui désirent agir pour un changement. D'emblée, il nous faut rejeter l'argument selon lequel les femmes sont « par nature » plus fragiles que les hommes. Au contraire, ce texte défend l'idée que cette fragilisation des femmes s'explique en grande partie par la sous-valorisation et la non-reconnaissance du rôle central qu'elles tiennent dans nos sociétés. C'est ce rôle essentiel qui explique que les femmes soient les premières touchées par les situations de précarité et de survie. Au lieu de parler de « nature », il est important de comprendre que la distribution des rôles entre les sexes dans nos sociétés humaines est le fruit de rapports de pouvoirs inégaux et parfois violents.

Dans cette optique, nous nous référons au concept largement (re)connu de « genre ». Celui-ci nous permet notamment d'envisager un changement, une transformation sociale vers des rapports plus justes entre les femmes et les hommes. Ce changement s'impose au Nord, où les femmes continuent

¹ Suivant les données de la FAO, au 1^{er} octobre 2009, sur 6,788 milliards de personnes vivant dans le monde, 1,02 milliards d'entre elles souffraient de la faim. Pour la première fois, le chiffre de 1 milliard d'affamés se trouvait dépassé.

d'être victimes des violences précédemment évoquées, et au Sud où, leur fragilisation est souvent portée à l'extrême.

Les femmes en première ligne pour la survie économique

Lorsque l'on considère le vécu effectif des populations en général avec celui des populations en situation de pauvreté et d'extrême pauvreté, l'on constate que plus les revenus sont faibles, plus ils doivent être consacrés aux besoins primaires d'alimentation. Pour survivre, avant même d'avoir un toit, il faut d'abord boire et manger. Et, quelles que soient les causes d'appauvrissement des régions et des pays, ce sont en premier lieu les femmes qui en subissent et doivent en gérer les conséquences.

En effet, les femmes sont en première ligne pour assurer la survie économique des familles et des communautés locales dans bon nombre de pays et culturellement à travers le globe, il revient à la femme d'assurer ce rôle économique de base, en plus de celui d'élever les enfants et d'effectuer le travail domestique. On comprend donc que les femmes soient les plus fragilisées par les situations de paupérisation car c'est à elles que revient le devoir de trouver et de mettre en place les solutions pour y faire face. A l'heure actuelle où l'impact « réel » de la crise financière mondiale se fait sentir sur tous les continents, les femmes sont à coup sûr confrontées à une pression sociale et économique grandissante.

La reproduction des inégalités entre les sexes : analphabétisme et acculturation¹

Le maintien des femmes dans des situations de fragilité et de précarité s'explique par des mécanismes de reproduction des rôles sociaux inégaux entre hommes et femmes. Les femmes jonglent entre survie économique, travail domestique et éducation des enfants, laissant de côté la question de leur éducation et de leur scolarité. Leur rôle de femme les pousse, sans qu'il y ait réellement d'autre choix, vers un analphabétisme et une inculturation qui les maintiennent dans une ignorance et, dès lors, dans la subordination aux hommes. Privées de facto d'accès à l'éducation et à la formation socioprofessionnelle. Sans changement en matière de scolarisation et de formation des filles et des femmes, leur fragilisation est amenée à se reproduire de plus belle.

Les efforts réalisés sur le plan d'une diminution du travail des enfants avaient permis de constater un progrès sur le plan de la fréquentation scolaire des filles. Cette évolution positive pouvait donc laisser espérer que l'accès d'un plus grand nombre de femmes au savoir, les conduirait à plus d'autonomie et à une mise en cause plus importante des rôles laissés aux femmes en général. La crise actuelle, de même que les impacts qu'entraînent en certaines régions du monde le réchauffement de la planète, risquent de faire régresser cette tendance positive. En effet, l'accroissement du sentiment d'insécurité et le retour à une plus grande pauvreté conduit les familles à la recherche de moyens de survie, à devoir choisir qui, parmi leurs enfants, pourra fréquenter l'école. Dans ce contexte, ce sont très majoritairement les filles qui se voient retirées de l'école ou qui n'y sont plus envoyées, pour être poussées précocement dans la vie active². Autrement dit, les parents donnent en général la préférence aux garçons en matière de scolarisation.

Par ailleurs, l'ignorance est le meilleur terreau pour le développement des convictions chargées d'a priori sexistes, bien souvent enracinées dans des coutumes construites depuis des siècles sur des conceptions patriarcales qui justifient, aux yeux des hommes mais aussi des femmes, le maintien de rapports de genre extrêmement inégalitaires. Cette situation, combinant une incapacité d'accéder personnellement au savoir et à l'information et un asservissement à des coutumes aliénantes, prive la majorité des femmes de toute autonomie. Elle stigmatise et jette l'opprobre sur celles qui ont les possibilités et l'audace de s'en sortir. Cette absence d'autonomie conduit parfois, dans certains cas, les femmes à n'avoir aucune maîtrise de leur propre corps. Par exemple, l'excision et la fibulation sont

¹ En sociologie, l'acculturation est le processus par lequel un individu apprend les modes de comportements, les modèles et les normes d'un groupe de façon à être accepté dans ce groupe et à y participer sans conflit (Mucch. *Sc. soc.* 1969).

² Voir à ce propos le rapport du BIT de juin 2009 sur le travail des enfants – www.ilo.org

toujours pratiquées dans certaines régions d'Afrique. Plus généralement, il n'est pas rare que les femmes n'aient pas la liberté de choisir le nombre de leurs maternités.

Des constats interpellant

Les mouvements de femmes qui ont pu se constituer un peu partout dans les pays de grande pauvreté ont mis et mettent en évidence une série de constatations particulièrement interpellantes, que confirment d'ailleurs les statistiques de la FAO, du PNUD ou encore du BIT :

- c'est dans la majorité des communautés locales, les femmes qui sont productrices et transformatrices des produits de l'agriculture, et tout particulièrement des produits alimentaires, mais le plus souvent sans pouvoir en retirer le moindre revenu ;
- même lorsque les besoins alimentaires de la famille sont couverts et laissent quelques surplus, dans une large majorité des situations, alors que ce sont elles qui consacrent une part essentielle de leur temps et de leur force de travail, en sus de leurs tâches domestiques et d'éducation qu'elles sont pratiquement seules à assumer, ce ne sont pas elles qui en récoltent les fruits mais, généralement, le chef de famille ou de village ;
- bien que ce soit elles qui assument les tâches agricoles les plus astreignantes et les plus répétitives, les femmes n'ont que rarement accès aux ressources productives et à leur contrôle (la terre, l'eau, les semences, le crédit, les infrastructures, etc.) ;
- c'est sur elles que pèsent les obligations et les interdits dans de nombreux domaines, obligations et interdits qui ne reposent pourtant sur aucun fondement soutenable, y compris sur le plan alimentaire, avec les conséquences nutritionnelles parfois désastreuses pour leur santé, particulièrement lorsqu'elles sont enceintes ;
- le poids de ces impératifs coutumiers a été, et reste souvent encore relayé par les religions, plus particulièrement par leurs tendances fondamentalistes et plus encore intégristes radicales ;
- elles sont peu présentes dans les lieux où se prennent les décisions qui les concernent. Les femmes sont en effet peu représentées au sein des administrations et communautés locales et nationales « mixtes » ainsi qu'au sein des organisations paysannes. Les associations de femmes soulignent l'insuffisance de prise en compte des intérêts des paysannes par exemple.

Cette énumération, loin d'être exhaustive, indique à suffisance les caractéristiques essentielles des résistances qui habitent les sociétés les plus pauvres.

Or, un autre constat est également relevé par ces mêmes mouvements de femmes : lorsque, dans les situations de précarité et de pauvreté, c'est la femme libérée de ses entraves d'ignorance et de subordination qui prend en charge de manière autonome la gestion des revenus de la famille ou de la collectivité, proportionnellement, elle en tire généralement un rendement et un usage nettement supérieurs à l'homme.

Des pistes de travail

Ces constatations donnent des pistes suffisamment indicatrices de détection des terrains à travailler pour que les choses changent, non seulement pour les femmes et pour leurs enfants des pays en précarité et en pauvreté, mais pour la société tout entière de ces régions et de ces pays, voire pour l'équilibre de la société mondialisée.

Il apparaît clairement, devant de tels constats, que la relation « culturellement » existante entre la femme et l'homme est directement et universellement au centre de toutes les problématiques liées à la pauvreté.

Il ne s'agit pas de nier les spécificités biologiques des femmes et des hommes. Ce qui importe, c'est de déceler ce qui prend prétexte pour défendre le maintien de distinctions discriminatoires et, dès lors, de leurs conséquences sur les rôles de chacune et de chacun. Les distinctions discriminatoires fondées sur la suprématie supposée de l'homme par rapport à la femme doivent être combattues.

Le concept de genre pour des mises en cause indispensables

C'est face à cette réalité discriminatoire qu'est né le concept de genre qui, par sa définition même, permet une analyse du bien fondé de cette situation. Les sexes ne changeront pas. Les genres sont des créations culturelles qui se sont rigidifiées dans un contexte patriarcal universel que toutes les découvertes des 150 dernières années, qu'elle soient biologiques ou psychologiques, ont permis de considérer autrement ce qui était regardé comme des fatalités ou des lois « naturelles ».

L'approche et la définition du genre par l'OMS sont particulièrement éclairantes à ce propos :

Il est parfois difficile de comprendre exactement ce que l'on entend par le terme « genre » et comment ce terme se différencie de celui de « sexe » qui lui est étroitement lié.

Le mot « sexe » se réfère davantage aux caractéristiques biologiques et physiologiques qui différencient les hommes des femmes.

Le mot « genre » sert à évoquer les rôles qui sont déterminés socialement, les comportements, les activités et les attributs qu'une société considère comme appropriés pour les hommes et les femmes. »

Un nécessaire combat pour l'autonomie de la femme

On le constate tous les jours, les violences économiques et sociales qu'engendrent la globalisation du consumérisme et la rentabilité à tous prix des placements financiers sont souvent dramatiques, en particulier pour les personnes les plus fragilisées. Pour que puisse être envisagés d'autres modes de vie, il faut s'attaquer aux causes de ces violences, en les dénonçant et en travaillant à leur éradication.

Collectivement, en tant que société, nous sommes encore loin d'un changement et d'une reprise en main par le politique du fonctionnement de notre système économique et financier. Pourtant, les crises majeures auxquelles nous sommes confrontés en ce début de 21^{ème} siècle nous signifient la nécessité évidente d'une rupture quant à la conception des finalités de l'activité humaine. Il est absurde aujourd'hui de constater que tout n'est pas mis en œuvre pour soulager les populations les plus fragilisées par notre modèle de développement économiques.

Pour inverser cette tendance, il s'agit donc, comme association d'éducation permanente qui a une expérience déjà longue de pratique de formation des adultes au Nord, de partager l'acquis accumulé avec nos partenaires du Nord et du Sud et d'agir ensemble pour plus de justice. Ce combat commence par celui en faveur des plus fragilisés. Or, les femmes, on l'a vu, le sont tout particulièrement. Il nous semble crucial de rappeler, dans la perspective de l'année européenne 2010 de lutte contre la pauvreté, ce nécessaire combat pour l'autonomisation des femmes.

L'alphabétisation et la formation des femmes nous apparaissent comme des clés essentielles d'émancipation et d'autonomisation. Mais la formation des hommes à la problématique du genre, à une autre perception de la femme et de son rôle dans notre société, l'est tout autant. Un retournement de regard des hommes est aussi nécessaires pour qu'ils ne subissent pas mais participent et soutiennent la construction d'une sociétés plus égalitaire et ouverte pour chacune et chacun.

Le Groupe Économie de Justice et Paix
Décembre 2009